

E 2300 Paris 23

*Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern,  
au Président de la Confédération, J. Dubs*

*Copie  
RP*

Paris, 1<sup>er</sup> novembre 1870

Aucune occasion sûre ne se présente pour vous faire parvenir des correspondances; je crois donc devoir essayer de vous faire parvenir ces lignes par le ballon, en me bornant à exprimer l'espoir qu'un vent favorable vous les portera.

Paris, qui depuis le commencement d'Octobre continuait avec énergie les pré-



paratifs de défense, et dont l'ordre n'avait jamais cessé d'être parfait, a vu sa physionomie se modifier depuis quelques jours. Un journal du parti rouge, *Le Combat*, avait annoncé le 27 Octobre *au matin*, que Metz avait capitulé et que Bazaine avait traité au nom de Napoléon III. Le Gouvernement n'hésita pas à démentir avec énergie cette nouvelle par une note dans le *Journal officiel*. Néanmoins, comme *Le Combat* persistait à maintenir l'exactitude du fait, et ajoutait le tenir d'un membre du Gouvernement, une certaine inquiétude planait sur la population. Le 30 Octobre, une opération militaire tentée sur le Bourget (village situé à l'orient de Paris) et couronnée d'abord de succès, aboutit à une défaite; les allemands s'emparèrent de la position en faisant subir aux Français d'assez fortes pertes. Le Gouvernement fut aussitôt accusé d'incapacité, et les journaux du parti rouge cherchèrent de toutes leurs forces à exploiter cet incident. En même temps que cette mauvaise nouvelle parvenait à la connaissance du peuple de Paris, le Gouvernement se voyait obligé de confirmer dans le *Journal officiel* le fait de la capitulation de Metz; des affiches portaient ce fait à la connaissance de la population, le Lundi 31 Octobre. En même temps, le Gouvernement annonçait l'arrivée à Paris de M. Thiers, chargé de sonder les intentions sur la question d'un armistice, à la conclusion duquel la Russie, l'Angleterre, l'Italie et l'Autriche auraient donné leur concours.

Le Gouvernement était réuni à l'Hôtel de Ville, lorsque, vers les deux heures de l'après-midi, le 31 Octobre, des groupes hostiles envahirent la salle des délibérations. Plusieurs listes des membres du Gouvernement révolutionnaire furent distribuées à la foule réunie sur la place. Le chef des émeutiers, Flourens, exigea du Gouvernement de la Défense nationale qu'il donnât sa démission immédiate. Le Gouvernement fut retenu prisonnier jusqu'à neuf heures du soir. Le Général Trochu, ayant réussi à s'échapper, organisa la résistance et fut acclamé par l'immense majorité de la population et de la garde nationale. La garde mobile lui est entièrement dévouée. Lorsque la foule se fut un peu écoulée, et qu'ainsi l'effusion de sang put être évitée, le Général Trochu fit occuper l'Hôtel de Ville par la garde mobile, qui pénétra par les égoûts dans l'édifice. Flourens et ses partisans, après avoir été désarmés, se retirèrent pacifiquement, et leurs agents échouèrent partout dans la ville devant le bon sens de la population.

Le Gouvernement de la Défense nationale est donc aujourd'hui rétabli, et se sent soutenu par tous les habitants de Paris qui ont réellement à cœur le salut de leur pays. Les émeutiers, qui marchaient aux cris de: «Vive la Commune! pas d'armistice, levée en masse», sont pour le moment entièrement écartés. Cependant, le maire de Paris, Etienne Arago, avait cédé à leur pression et avait prescrit des élections pour le lendemain 1<sup>er</sup> Novembre. En même temps, les maires provisoires de Paris exprimaient l'opinion que les électeurs devaient être convoqués pour nommer les municipalités des 20 arrondissements.

Dans ces circonstances, le Gouvernement a fait afficher ce matin un décret convoquant les élections pour demain Jeudi 3 Novembre, à l'effet de se prononcer sur la question suivante: «La population de Paris maintient-elle, oui ou non, les pouvoirs du Gouvernement de la Défense Nationale?» Les Convocations faites par Arago sont déclarées nulles. Enfin, le Samedi 5 Novembre, il sera procédé à l'élection des maires et de trois adjoints pour chacun des arrondissements de Paris.

4 NOVEMBRE 1870

457

Le Gouvernement n'a pas fait arrêter Flourens, Blanqui, Félix Pyat et consorts. Il s'est borné à révoquer de leurs fonctions Flourens et les chefs des bataillons de la garde nationale, signalés parmi les émeutiers. Il a décidé en outre aujourd'hui que tout bataillon qui sortirait en armes en dehors des exercices ordinaires et sans convocation régulière, serait immédiatement dissous et désarmé.

Du résultat des démarches faites pour l'armistice, rien n'est encore connu en ce moment. Une partie importante de la population paraît opposée à cette idée et établit entre la défaite du Bourget, et les propositions d'armistice, une connexité qui n'existe nullement. M. Thiers a quitté Paris où il ne pouvait rester que quelques heures. Les événements survenus depuis son départ sont de nature à influencer sur la décision du Gouvernement et sur les négociations.

Le Gouvernement est revenu de la décision dont je vous ai entretenu dans ma dernière lettre du 23 Octobre<sup>1</sup>, envoyée par le Chargé d'Affaires du Portugal, de ne pas accorder de sauf-conduits aux étrangers. J'ai obtenu de Bismark des sauf-conduits pour 16 Suisses, entre autres M. Fornerod, anc. Conseiller fédéral. Trochu a consenti de son côté et j'espère que ces Messieurs pourront partir prochainement. Leur départ a été retardé par les événements de Paris, ainsi que celui de quelques Anglais.

Je suis toujours sans aucune nouvelle de Suisse. Je n'ai pas reçu jusqu'à ce jour la lettre que j'ai prié M. Roth de me faire parvenir par l'entremise de B. F. Stevens, Esq. United States Dispatch agent, 17 Henriette Street, Covent Garden, London, et du Ministre Washburne à Paris. Ce dernier n'a rien reçu de son côté de Londres, depuis le 8 Septembre.

La misère est grande à Paris, et la Chancellerie est assiégée d'indigents et de compatriotes sans ressources, malgré les sommes employées pour le départ des indigents avant le siège.

---

1. *Non reproduite.*